EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX- MARSEILLE-PROVENCE-METROPOLE

Séance du 18 mai 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 29 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Guy TEISSIER - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLÉ - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

EMP 001-1922/17/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Transport Mobilité Solidarité MET 17/3467/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association Transport Mobilité Solidarité, le 27 mars 2017, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans l'insertion, notamment le dispositif « plate-forme mobilité » qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle. De plus, il permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives et professionnelles.

Ainsi, par délibération n° EMP 001-1198/16/BM du 15 décembre 2016, la Métropole a octroyé une subvention d'un montant de 199 457 € pour l'exercice 2017.

Toutefois, il convient de préciser dans la convention la répartition de cette subvention dont une partie est affectée à son activité générale.

**Signé le 18 Mai 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 02 juin 2017**

De ce fait, il convient de modifier l'article 1 de la convention précitée relatif à l'objet et de préciser l'affectation de la subvention attribuée au titre de l'exercice 2017 qui se répartit comme suit :

- un montant de 184 457 € affectés au dispositif « plateforme mobilité » :
 - Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : 129 457 € dont 79 457 € liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association,
 - Conseil de Territoire du Pays Salonais : 55 000 €.

En ce qui concerne la subvention liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, il est précisé qu'il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

- un montant de 15 000 € affectés au fonctionnement général de l'association sollicité auprès du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Dès lors, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant 1 à la convention précitée la modification des articles 1, 3.4 et 3.5 relatifs respectivement à l'objet, aux moyens accordés par la Métropole et aux modalités de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° EMP 001-1198/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 portant attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2017 ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire ;

Où il le rapport ci-dessus,

Signé le 18 Mai 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 02 juin 2017

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier les articles 1, 3.4 et 3.5 de la convention pluriannuelle d'objectifs du 27 mars 2017 ;
- Qu'il convient de préciser l'affectation de la subvention attribuée à l'association au titre de l'exercice 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs, ci-annexé précisant l'affectation de la subvention.

Article 2 :

Est approuvée la dérogation au règlement budgétaire et financier relative à la subvention liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué
Emploi, Insertion,
Economie sociale et solidaire

Martial ALVAREZ